

Exploration Midland inc.

États financiers

30 septembre 2014 et 2013



Le 10 décembre 2014

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Exploration Midland Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Exploration Midland Inc., qui comprennent les états de la situation financière aux 30 septembre 2014 et 2013 et les états du résultat global, des variations des capitaux propres et des tableaux des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2800, Montréal (Québec) Canada H3B 2G4
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502, www.pwc.com/ca/fr*



Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Exploration Midland Inc. aux 30 septembre 2014 et 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A123642

Exploration Midland inc.

États de la situation financière

Au 30 septembre 2014 et 2013

	Au 30 septembre 2014	Au 30 septembre 2013
	\$	\$
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 5)	1 667 402	1 262 538
Placements (note 6)	2 060 000	2 060 000
Comptes débiteurs	62 983	68 955
Taxes de vente à recevoir	118 335	120 910
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	66 578	149 699
Frais payés d'avance	24 168	22 366
	<u>3 999 466</u>	<u>3 684 468</u>
Actifs non courants		
Actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)		
Propriétés d'exploration	1 090 489	1 030 972
Frais d'exploration et d'évaluation	4 802 845	5 238 531
	<u>5 893 334</u>	<u>6 269 503</u>
Total de l'actif	<u>9 892 800</u>	<u>9 953 971</u>
Passifs		
Passifs à court terme		
Comptes créditeurs et charges à payer	464 004	341 054
Avances reçues pour travaux d'exploration	370 329	-
Passif lié à la prime sur les actions accréditives	27 460	-
Total du passif	<u>861 793</u>	<u>341 054</u>
Capitaux propres		
Capital social (note 8)	17 270 485	16 133 166
Bons de souscription	30 818	52 542
Surplus d'apport	1 959 018	1 639 751
Déficit	(10 229 314)	(8 212 542)
Total des capitaux propres	<u>9 031 007</u>	<u>9 612 917</u>
Total du passif et des capitaux propres	<u>9 892 800</u>	<u>9 953 971</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Au nom du conseil d'administration

(s) Jean-Pierre Janson
Jean-Pierre Janson
Administrateur

(s) Gino Roger
Gino Roger
Président, administrateur

Exploration Midland inc.

États du résultat global

Pour les exercices terminés le 30 septembre 2014 et 2013

	2013	2012
	\$	\$
Produits		
Honoraires de gestion de projets	165 435	18 870
Gain résiduel sur option d'actifs miniers	7 148	-
	<u>172 583</u>	<u>18 870</u>
Charges opérationnelles		
Salaires	328 600	310 293
Rémunération à base d'actions	170 451	187 933
Déplacements	54 310	44 083
Loyer et assurances	48 074	48 601
Frais de bureau	87 593	80 383
Frais réglementaires	31 368	38 185
Conférences et implication dans l'industrie minière	77 477	113 646
Communiqués de presse et relations avec les investisseurs	63 896	67 333
Honoraires professionnels	197 048	197 329
Exploration générale	12 059	9 820
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation (note 7)	1 288 721	118 450
Charges opérationnelles	<u>2 359 597</u>	<u>1 216 056</u>
Autres gains ou pertes		
Produits d'intérêts	<u>56 565</u>	<u>66 743</u>
Résultat net avant impôt sur les bénéfices	(2 130 449)	(1 130 443)
Recouvrement d'impôt différé (note 11)	<u>155 863</u>	<u>442 353</u>
Résultat net et global	<u>(1 974 586)</u>	<u>(688 090)</u>
Résultat de base et dilué par action (note 10)	(0,07)	(0,02)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

États des variations des capitaux propres

Pour les exercices terminés le 30 septembre 2014 et 2013

	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Bons de souscrip- tion	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} octobre 2013	28 671 225	16 133 166	52 542	1 639 751	(8 212 542)	9 612 917
Résultat net et global	-	-	-	-	(1 974 586)	(1 974 586)
Placement privé	802 001	570 683	30 818	-	-	601 501
Placement privé accréditif	833 286	749 959	-	-	-	749 959
Moins : la prime	-	(183 323)	-	-	-	(183 323)
	<u>833 286</u>	<u>566 636</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>566 636</u>
Rémunération à base d'actions	-	-	-	266 725	-	266 725
Bons de souscription expirés	-	-	(52 542)	52 542	-	-
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(42 186)	(42 186)
Solde au 30 septembre 2014	<u>30 306 512</u>	<u>17 270 485</u>	<u>30 818</u>	<u>1 959 018</u>	<u>(10 229 314)</u>	<u>9 031 007</u>

	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Bons de souscrip- tion	Surplus d'apport	Déficit	Total des capitaux propres
		\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 1^{er} octobre 2012	26 611 079	13 592 641	-	1 395 806	(7 254 782)	7 733 665
Résultat net et global	-	-	-	-	(688 090)	(688 090)
Placement privé	769 264	965 423	34 620	-	-	1 000 043
Placement privé accréditif	1 105 882	1 824 705	-	-	-	1 824 705
Moins : la prime	-	(442 353)	-	-	-	(442 353)
	<u>1 105 882</u>	<u>1 382 352</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 382 352</u>
En contrepartie d'une propriété minière	60 000	57 000	-	-	-	57 000
Exercice d'options	125 000	135 750	-	(54 500)	-	81 250
Rémunération à base d'actions	-	-	-	298 445	-	298 445
Émission de bons de souscription de courtier	-	-	17 922	-	(17 922)	-
Frais d'émission d'actions	-	-	-	-	(251 748)	(251 748)
Solde au 30 septembre 2013	<u>28 671 225</u>	<u>16 133 166</u>	<u>52 542</u>	<u>1 639 751</u>	<u>(8 212 542)</u>	<u>9 612 917</u>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Tableaux des flux de trésorerie

Pour les exercices terminés le 30 septembre 2014 et 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux :		
Activités d'exploitation		
Résultat net	(1 974 586)	(688 090)
Ajustement pour :		
Gain résiduel sur option d'actifs miniers	(7 148)	-
Rémunération à base d'actions	170 451	187 933
Dépréciation d'actifs d'exploration et d'évaluation	1 288 721	118 450
Recouvrement d'impôt différé	(155 863)	(442 353)
	<u>(678 425)</u>	<u>(824 060)</u>
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Comptes débiteurs	5 972	58 511
Taxes de vente à recevoir	2 575	42 892
Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir	(3 534)	-
Frais payés d'avance	(1 802)	11 425
Comptes créditeurs et charges à payer	258 827	18 933
Avances reçues pour travaux d'exploration	370 329	-
	<u>632 367</u>	<u>131 761</u>
	<u>(46 058)</u>	<u>(692 299)</u>
Activités de financement		
Placement privé	601 501	1 000 043
Placement privé accréditif	749 959	1 824 705
Exercice d'options	-	81 250
Frais d'émission d'actions	(42 186)	(251 748)
	<u>1 309 274</u>	<u>2 654 250</u>
Activités d'investissement		
Additions aux placements	-	(2 060 000)
Dispositions de placements	-	2 527 000
Additions aux propriétés d'exploration	(178 896)	(407 891)
Dispositions de propriétés d'exploration	60 000	90 000
Additions aux frais d'exploration et d'évaluation	(901 795)	(2 034 375)
Crédit d'impôt et droits miniers reçus	162 339	125 488
	<u>(858 352)</u>	<u>(1 759 778)</u>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	404 864	202 173
Trésorerie et équivalents de trésorerie, au début	1 262 538	1 060 365
Trésorerie et équivalents de trésorerie, à la fin	<u>1 667 402</u>	<u>1 262 538</u>

Voir note 15

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

1. Constitution et nature des activités

Exploration Midland inc. (« la Société »), constituée le 2 octobre 1995 et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec), est une entreprise d'exploration minière. Les activités de la Société consistent à acquérir et explorer des propriétés minières. L'adresse de son siège social est le 1, Place Ville-Marie, bureau 4000, Montréal, Québec, H3B 4M4. Les actions de la Société sont cotées à la Bourse de croissance TSX (la « Bourse ») sous le symbole MD.

Jusqu'à ce qu'il soit déterminé qu'elles contiennent des réserves ou des ressources minérales économiquement exploitables, les propriétés sont classées comme propriétés d'exploration. Le recouvrement des actifs d'exploration et d'évaluation dépend : de la découverte de réserves et de ressources économiquement récupérables; de l'obtention et du maintien de titres et d'intérêt bénéficiaire dans les propriétés; de la capacité d'obtenir le financement nécessaire à l'exploration et de la vente profitable des actifs. La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle a réussi dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

Bien que la Société ait pris des mesures pour vérifier le droit de propriété concernant les biens miniers dans lesquels elle détient une participation conformément aux normes de l'industrie visant la phase courante d'exploration de ces biens, ces procédures ne garantissent pas le titre de propriété à la Société. Le titre de propriété peut être assujéti à des accords antérieurs non reconnus et ne pas être conforme aux exigences en matière de réglementation.

2. Sommaire des principales méthodes comptables

Base d'établissement

Les présents états financiers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« *International Financial Reporting Standards* » ou les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'*International Accounting Standards Board* (« IASB »). Les conventions comptables, les méthodes de calcul et de présentation appliquées dans les présents états financiers sont conformes aux conventions et aux méthodes utilisées au cours de l'exercice financier précédent. Les états financiers ont été approuvés et autorisés pour publication par le conseil d'administration le 10 décembre 2014.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés selon la base du coût historique.

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

Les états financiers sont présentés en dollars canadiens, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société.

Actifs et activités d'exploration contrôlés conjointement

Un actif contrôlé conjointement implique le contrôle conjoint et permet la possession conjointe par la Société et d'autres entrepreneurs d'actifs apportés ou acquis aux fins de la coentreprise, sans la création d'une société, d'une association ou d'une autre entité.

Lorsque les activités de la Société sont effectuées par l'entremise d'actifs et d'activités d'exploration contrôlés conjointement, les états financiers englobent la quote-part des actifs et des passifs, de même que des produits et des charges de la Société dans les activités.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier sont expirés, ou lorsque l'actif financier et tous les risques et avantages importants ont été transférés. Un passif financier est décomptabilisé en cas d'extinction, de résiliation, d'annulation ou d'expiration.

Les actifs et les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction, à l'exception des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat qui sont initialement évalués à la juste valeur. Les actifs et les passifs financiers sont évalués ultérieurement comme il est indiqué ci-après.

La catégorie d'instruments financiers détermine la méthode d'évaluation ultérieure et la comptabilisation soit en résultat ou en autres éléments du résultat global des produits et des charges qui en résulteront. Tous les produits se rapportant aux instruments financiers comptabilisés en résultat sont présentés dans les autres gains ou pertes.

Actifs financiers

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les comptes débiteurs font partie de la catégorie *prêts et créances*. Les placements sont classés comme *placements détenus jusqu'à leur échéance*.

Prêts et créances

Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiement fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, ils sont évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, moins une provision pour perte de valeur. L'actualisation est omise si son effet est non significatif.

Placements détenus jusqu'à leur échéance

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables et d'une échéance fixe autres que les prêts et créances. Les placements sont classés comme étant détenus jusqu'à leur échéance si la Société a l'intention et la capacité de les détenir jusqu'à leur échéance.

Les placements détenus jusqu'à leur échéance sont évalués ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. S'il existe une indication objective que le placement a subi une perte de valeur, déterminée en fonction des notations externes de crédit, l'actif financier est évalué à la valeur actuelle des flux de trésorerie estimatifs futurs. Tout changement apporté à la valeur comptable des placements, y compris les pertes de valeur, est comptabilisé en résultat.

Dépréciation d'actifs financiers

Tous les actifs financiers font l'objet d'un test de dépréciation au moins à chaque date de clôture annuelle. Les actifs financiers sont dépréciés lorsqu'il existe des indications objectives qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers a subi une perte de valeur.

Une indication objective de dépréciation pourrait inclure :

- des difficultés financières importantes de la part de l'émetteur ou du débiteur;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du principal;
- la probabilité croissante de faillite ou autre restructuration financière de l'emprunteur.

Les comptes débiteurs individuellement significatifs sont soumis à un test de dépréciation lorsqu'ils sont en souffrance ou qu'il existe des indications objectives qu'une contrepartie en particulier ne respectera pas ses obligations.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

Passifs financiers

Les comptes créditeurs et charges à payer et les avances reçues pour travaux d'exploration font partie de la catégorie *passifs financiers évalués au coût amorti*.

Passifs financiers évalués au coût amorti

Les comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprend l'encaisse, les soldes en banque et des placements liquides à court terme dont l'échéance originale est d'au plus trois mois ou encaissable en tout temps sans pénalités.

Crédits d'impôt et droits miniers à recevoir

La Société a droit à des crédits d'impôt remboursable sur les frais admissibles engagés et à des crédits de droits remboursables sur les pertes selon la Loi concernant les droits sur les mines. Ces crédits sont imputés en réduction des frais d'exploration et d'évaluation engagés. Étant donné que la Société a l'intention de réaliser la valeur de ses actifs et de ses dettes à travers la vente de ses actifs d'exploration et d'évaluation, l'impôt différé a été calculé en conséquence.

Actifs d'exploration et d'évaluation

Les actifs d'exploration et d'évaluation (« E&E ») sont constitués de propriétés d'exploration et de frais d'E&E. Les coûts engagés avant l'acquisition des servitudes légales d'activités d'E&E sont comptabilisés aux résultats au moment où ils sont engagés.

Les actifs d'E&E comprennent les droits dans des propriétés d'exploration, payés ou acquis par un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs, ainsi que les coûts liés à la recherche de dépôts minéralisés ayant un potentiel économique ou pour obtenir plus d'information sur les dépôts minéralisés existants.

Les droits miniers sont comptabilisés au coût d'acquisition ou à la juste valeur dans le cas d'une dévaluation causée par une perte de valeur. Les droits miniers et les options pour acquérir des participations indivises dans des droits miniers sont amortis uniquement lorsque ces propriétés sont mises en production.

Les frais d'E&E pour chaque zone d'intérêt sont capitalisés (nets des frais d'E&E rechargés aux partenaires) et comprennent les coûts associés à la prospection, à l'échantillonnage, à l'excavation de tranchées, au forage et à d'autres travaux nécessaires dans la recherche de minerai comme les études topographiques, géologiques, géochimiques et géophysiques. Les frais d'E&E reflètent les coûts liés à l'établissement de la viabilité technique et commerciale de l'extraction d'une ressource minérale identifiée par l'exploration ou acquis par un regroupement d'entreprises ou par une acquisition d'actifs. Les frais d'E&E incluent le coût pour :

- ◆ établir le volume et la qualité des dépôts par des activités de forage de carottes, d'excavation de tranchées et d'échantillonnage dans un gisement de minerai;
- ◆ déterminer les méthodes optimales d'extraction et les procédés métallurgiques et de traitement;
- ◆ les études relatives à l'arpentage, au transport et aux besoins d'infrastructures;
- ◆ les activités relatives aux permis; et
- ◆ les évaluations économiques afin de déterminer si le développement de la matière minéralisée est commercialement justifié, y compris des études sur la portée, la préfaisabilité et la faisabilité finale.

Lorsqu'un projet minier arrive à l'étape du développement, les coûts d'E&E sont capitalisés en frais de développement minier dans les immobilisations corporelles. Un test de dépréciation est fait avant la reclassification et toute dépréciation est reconnue dans l'état du résultat global.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

Les frais d'E&E comprennent les frais généraux directement attribuables aux activités associées.

Les flux de trésorerie attribuables aux frais d'E&E capitalisés sont classés dans les activités d'investissement dans le tableau des flux de trésorerie.

De temps à autre, la Société peut acquérir ou vendre une propriété conformément aux modalités d'une entente d'option. Compte tenu du fait que les options sont exercées entièrement à la discrétion du détenteur de l'option, les montants à payer ou à recevoir ne sont pas comptabilisés. Les paiements d'option sont comptabilisés lorsque versés ou reçus. Le produit de la cession d'actifs d'E&E est appliqué par propriété contre les propriétés d'exploration, puis contre les frais d'E&E et tout résiduel est présenté à l'état du résultat global à moins que des travaux soient contractuellement requis, auquel cas le gain résiduel est différé et réduit des déboursés contractuels lorsqu'ils seront effectués.

Les fonds reçus de partenaires sur certaines propriétés où la Société est l'opérateur, afin d'y effectuer des travaux d'exploration tel que stipulé dans les ententes, sont comptabilisés à l'état de la situation financière comme avances reçues pour travaux d'exploration à venir. Ces avances sont réduites au fur et à mesure que les travaux d'exploration sont effectués. Les frais de gestion reçus lorsque la Société est l'opérateur sont enregistrés à l'état du résultat global lorsque les frais d'E&E sont rechargés au partenaire. Lorsque le partenaire est l'opérateur, les frais de gestion sont comptabilisés à l'état de la situation financière dans les frais d'E&E.

Contrats de location simple

Les contrats de location pour lesquels une portion importante des risques et des avantages est conservée par le bailleur sont traités comme des contrats de location simple. Les paiements au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location. Les frais connexes, comme ceux se rapportant à la maintenance et à l'assurance, sont comptabilisés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Dévaluation des actifs non financiers

Les actifs d'E&E sont révisés, par zone d'intérêt, pour dévaluation s'il existe des indications à l'effet que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si de telles indications sont présentes, le montant recouvrable de l'actif est estimé afin de déterminer si une dévaluation existe. Lorsque l'actif ne génère pas de flux de trésorerie qui sont indépendants des autres actifs, la Société estime le montant recouvrable du groupe d'actifs (« CGU ») auquel l'actif en question appartient.

Le montant recouvrable d'un actif correspond au montant le plus élevé entre la juste valeur moins le coût de vente et la valeur d'utilisation. Pour évaluer la valeur d'utilisation, les futurs flux de trésorerie estimatifs sont escomptés à leur valeur actualisée en utilisant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'évaluation actuelle du marché de la valeur temporelle monétaire et les risques spécifiques à l'actif pour lequel les futurs flux de trésorerie estimatifs n'ont pas été ajustés.

Si le montant recouvrable estimatif d'un actif (« CGU ») ou d'un groupe d'actifs est inférieur à sa valeur comptable, alors la valeur comptable est réduite au montant recouvrable. Une dévaluation est immédiatement constatée à l'état du résultat global. Lorsqu'une dévaluation se résorbe par la suite, la valeur comptable est augmentée au montant recouvrable révisé estimatif, mais uniquement dans la mesure où il ne dépasse pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune dévaluation n'avait d'abord été constatée. Un renversement est constaté en réduction de la charge de dépréciation pour la période.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

Impôt sur le bénéfice

Les impôts sur les résultats ou la perte pour les périodes présentées comprennent les impôts exigibles et les impôts différés. L'impôt est constaté sur le résultat ou la perte sauf dans la mesure où il est lié à des éléments constatés directement dans les capitaux propres, auquel cas il est constaté dans les capitaux propres.

La charge d'impôts exigibles correspond au montant d'impôts payables prévu sur les bénéfices imposables pour l'exercice, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la fin de la période, ajusté pour les modifications aux impôts payables à l'égard des exercices précédents. La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait aux situations où la réglementation fiscale applicable est sujette à interprétation. Elle établit des provisions lorsqu'approprié en se fondant sur les montants qu'elle s'attend devoir payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont comptabilisés à l'aide de la méthode du passif au bilan, en tenant compte des écarts temporaires entre la valeur fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers. Les écarts temporaires ne sont pas considérés, s'ils découlent de la constatation initiale d'un écart d'acquisition ou de la constatation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui au moment de la transaction n'affecte ni le profit ou la perte comptable ni fiscale. Le montant des impôts différés considéré reflète la façon de recouvrer ou régler la valeur comptable anticipée des actifs et des passifs, en utilisant les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de présentation de la situation financière.

Un actif d'impôts différés est constaté uniquement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible de façon à ce que l'actif puisse être utilisé.

Les actifs et les passifs d'impôts différés sont présentés comme non exigibles et sont compensés lorsqu'un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts exigibles contre les passifs d'impôts exigibles existe et lorsque les actifs et les passifs d'impôts différés ont trait à des impôts perçus par la même autorité fiscale, soit à l'égard de la même entité taxable ou de différentes entités taxables lorsqu'il y a intention d'acquitter le montant net des soldes.

Capitaux propres

Le capital social représente le montant reçu à l'émission des actions. Les bons de souscription représentent l'allocation du montant reçu à l'émission d'unités ainsi que la charge comptabilisée pour les bons de souscription courtier liés à des financements. Le surplus d'apport inclut les charges reliées aux options sur actions jusqu'à l'exercice de ces options et les bons de souscription expirés et non exercés. Le déficit comprend l'ensemble des profits et pertes non distribués de la période en cours et des périodes antérieures et les frais d'émission d'actions.

Le produit d'un placement d'unités est réparti entre les actions et les bons de souscription au prorata de leur valeur établie à l'aide de la méthode d'évaluation Black-Scholes.

Titres accreditifs

La Société finance certains frais d'E&E au moyen de l'émission d'actions accreditives. Les déductions fiscales de dépenses relatives aux ressources sont renoncées en faveur des investisseurs conformément à la législation fiscale qui s'applique. L'écart entre le montant constaté en actions ordinaires et le montant payé par les investisseurs pour les actions (la « prime ») mesuré au moyen de la méthode résiduelle est constaté à titre de prime liée aux actions accreditives, laquelle est renversée dans le résultat comme recouvrement d'impôt différé lorsque les dépenses admissibles sont encourues. La Société constate un passif d'impôt différé pour les actions accreditives et une charge d'impôt différé au moment où les frais admissibles sont engagés.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

Frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription

Les frais relatifs à l'émission d'actions et de bons de souscription sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés en déduction des capitaux propres dans le déficit dans l'exercice au cours duquel les actions sont émises.

Rémunération à base d'actions

La Société gère un régime de rémunération fondé sur des actions et réglé en instruments de capitaux propres à l'intention des administrateurs, employés et consultants qui y sont admissibles. Le plan de la Société ne comporte pas d'option de règlement en espèces.

Un individu est considéré comme un employé lorsqu'il est un employé au sens juridique ou fiscal (employé direct) ou s'il offre des services similaires à ceux fournis par un employé direct, incluant les administrateurs de la Société. La charge est constatée sur la durée d'acquisition des droits pour les employés et sur la durée prévue au contrat des services rendus pour les non-employés.

Tous les biens et les services reçus en contrepartie de l'octroi d'un paiement fondé sur des actions sont évalués à leur juste valeur, à moins que la juste valeur des services reçus ne puisse être mesurée de façon fiable. Lorsqu'un membre du personnel est rémunéré au moyen de paiements fondés sur des actions, la juste valeur des services reçus par ce membre du personnel est déterminée indirectement par référence à la juste valeur des instruments de capitaux propres attribués. Cette juste valeur est évaluée à la date de l'octroi à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black-Scholes et exclut l'incidence des conditions d'acquisition non liées au marché.

La rémunération fondée sur des actions est ultimement comptabilisée en charges à l'état du résultat global ou capitalisée dans les frais d'E&E à l'état de la situation financière (sauf pour les bons de souscription courtier) selon la nature du paiement et la contrepartie est portée au crédit des surplus d'apport. Les bons de souscription courtier liés à des financements, sont comptabilisés comme frais d'émission d'actions en déduction des capitaux propres dans le déficit avec un crédit correspondant aux bons de souscription.

Dans les cas où des périodes ou des conditions d'acquisition de droits s'appliquent, la charge est répartie sur la période d'acquisition en fonction de la meilleure estimation disponible du nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue. Les conditions d'acquisition non liées au marché font partie des hypothèses portant sur le nombre d'options qui, selon les attentes, deviendront exerçables. Les estimations sont ensuite révisées lorsqu'il y a des indications à l'effet que le nombre d'options sur actions dont l'acquisition est attendue diffère des estimations précédentes.

Au moment de l'exercice d'une option sur actions, les produits reçus moins les coûts de transaction directement attribuables sont portés au capital social. Les charges accumulées liées aux options sur actions comptabilisées au surplus d'apport sont transférées au capital social.

Résultat par action

Le résultat par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice en considérant l'effet de dilution des bons de souscription et des options d'achat d'actions à moins qu'elles aient un effet anti-dilutif.

Constatation des produits

Les honoraires de gestion de projets reçus lorsque la Société est l'opérateur sont constatés à l'état du résultat global au fur et à mesure que les travaux d'exploration rechargés aux partenaires sont encourus.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

2. Principales conventions comptables (suite)

Information sectorielle

La Société est présentement active dans un seul secteur soit l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés d'exploration. Toutes les activités de la Société se déroulent au Canada.

3. Normes comptables publiées, mais non encore en vigueur

Les normes les plus pertinentes, les amendements et les interprétations publiés mais non encore en vigueur en date de la publication de ces états financiers sont énumérés ci-dessous.

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9, Instruments financiers. L'IASB avait déjà publié des versions antérieures d'IFRS 9 qui introduisaient de nouvelles exigences en matière de classification et d'évaluation (en 2009 et en 2010) ainsi qu'un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture (en 2013). La publication de juillet 2014 représente la version finale de la norme qui remplace les versions antérieures d'IFRS 9 et complète le projet de l'IASB visant à remplacer la norme IAS 39, Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation.

Cette norme remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples pour les actifs et les passifs financiers par un seul modèle d'évaluation ne comportant que deux catégories : au coût amorti et à la juste valeur. La base de classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs et aux passifs financiers. La norme introduit un nouveau modèle de dépréciation qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale. La nouvelle norme introduit également un modèle considérablement modifié pour la comptabilité de couverture qui implique la divulgation d'information supplémentaire sur les activités de gestion des risques, afin d'aligner plus étroitement la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices annuels débutant à compter du 1er janvier 2018,

IFRIC 21, Droits ou taxes (« IFRIC 21 »)

En mai 2013, le Comité d'interprétation des IFRS a publié l'IFRIC 21. L'IFRIC 21 s'applique aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1 janvier 2014, et doit être appliquée de manière rétrospective. L'IFRIC 21 fournit des indicateurs sur la comptabilisation de droits ou des taxes conformément à la norme IAS 37, Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie d'une entité imposée par un gouvernement, conformément à la législation, et confirme que l'entité comptabilise un passif pour un droit ou une taxe uniquement lorsque l'événement déclencheur spécifié dans la législation se produit. La Société adoptera l'IFRIC 21 dans ses états financiers pour l'exercice débutant le 1 octobre 2014. La Société ne prévoit pas avoir d'impact matériel lors de l'adoption de l'IFRIC 21.

IAS 36 Dépréciation d'actifs (« IAS 36 »)

IAS 36 Dépréciation d'actifs a été révisé afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en mai 2013. Ces modifications permettent de mieux refléter une décision prise précédemment par l'IASB, soit celle d'exiger la communication : de la valeur recouvrable des actifs dépréciés; d'autres informations concernant l'évaluation de la valeur recouvrable des actifs dépréciés dans les cas où cette valeur est fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie, y compris le taux d'actualisation, lorsque l'entité utilise une technique d'actualisation pour déterminer la valeur recouvrable. Les modifications, qui s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, ont été adoptées de façon anticipée par la Société pour l'exercice débutant le 1 octobre 2013.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

4. Estimations et jugements comptables critiques

Lorsqu'elle prépare les états financiers, la direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.

Jugements

Dépréciation des actifs d'E&E

L'évaluation des faits et circonstances démontrant l'existence d'un quelconque indice qu'un actif a pu se déprécier ou a pu reprendre de la valeur est un processus subjectif qui implique du jugement et souvent un certain nombre d'estimations et d'interprétations.

Pour les actifs d'E&E, la direction doit notamment porter un jugement sur les éléments suivants afin de déterminer s'il y a lieu ou non de procéder à un test de dépréciation : la période pendant laquelle la Société a le droit d'explorer dans la zone spécifique a expiré pendant cette période ou expirera dans un proche avenir et il n'est pas prévu qu'il soit renouvelé; d'importantes dépenses d'E&E ultérieures de ressources minérales dans la zone spécifique ne sont ni prévues au budget, ni programmées; l'E&E de ressources minérales dans la zone spécifique n'ont pas mené à la découverte de quantités de ressources minérales commercialement viables et la Société a décidé de cesser de telles activités dans la zone spécifique; ou encore, des données suffisantes existent pour indiquer que, bien qu'il soit probable qu'un développement dans la zone spécifique se poursuivra, la valeur comptable de l'actif d'E&E ne sera probablement pas récupérée dans sa totalité à la suite du développement réussi ou de la vente.

S'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier ou reprendre de la valeur, la valeur recouvrable de l'actif pris individuellement doit être estimée. S'il n'est pas possible d'en estimer la valeur recouvrable, la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient doit être déterminée. L'identification des unités génératrices de trésorerie est une étape qui nécessite une part considérable de jugement de la part de la direction. Le test de dépréciation d'un actif individuel ou d'une unité génératrice de trésorerie, aussi bien que l'identification d'une reprise de perte de valeur, requiert que la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie. Pour ce faire, la direction a recours à plusieurs hypothèses qui se rapportent à des événements et des circonstances futurs. Ces hypothèses et estimations devront être modifiées si de nouvelles informations s'avèrent disponibles. Dans un tel cas, les résultats réels en matière des dépréciations ou des reprises de perte de valeur pourraient être différents et nécessiter des ajustements significatifs aux actifs et aux résultats de la Société au cours du prochain exercice.

La perte de valeur totale des actifs d'E&E s'élève à 1 288 721 \$ pour l'exercice clos le 30 septembre 2014 (118 450 \$ pour 2013). Aucune reprise de perte de valeur n'a été comptabilisée pour les périodes considérées.

Impôt différé

L'évaluation de la probabilité d'un bénéfice imposable futur implique le jugement. Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles en réduction desquels des écarts temporaires déductibles ainsi que le report des crédits d'impôt non utilisés et les pertes d'impôt non utilisées pourront être imputés. La détermination de l'objectif de réalisation ou règlement des actifs et des passifs de la Société, qui devrait être par la vente des actifs de la Société implique également le jugement.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

4. Estimations et jugements comptables critiques (suite)

Évaluation du crédit de droits remboursable pour perte et du crédit d'impôt remboursable relatif aux ressources

Les crédits de droits miniers remboursables et les crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources pour les périodes courantes et antérieures sont évalués au montant qu'il est prévu de recevoir des autorités fiscales en utilisant les taux d'imposition et la législation en matière de fiscalité qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Des incertitudes existent en ce qui a trait à l'interprétation de la réglementation fiscale, y compris les crédits de droits miniers et les crédits d'impôt relatifs aux ressources, de telle sorte que certaines dépenses pourraient être refusées par les autorités fiscales dans le calcul des crédits, ainsi que sur le montant et le moment du remboursement. Le calcul des crédits de droits miniers et des crédits d'impôt relatifs aux ressources réclamés par la Société implique nécessairement un certain degré d'estimation et de jugement en ce qui a trait à certains éléments dont le traitement fiscal ne peut être déterminé avec certitude jusqu'à ce qu'un avis de cotisation et qu'un paiement aient été reçus des autorités fiscales dont ils relèvent. Des écarts survenant entre le résultat réel suivant la résolution finale de certains de ces éléments et les hypothèses retenues, ou de futurs changements à ces hypothèses, pourraient nécessiter des ajustements aux crédits de droits miniers et aux crédits d'impôt relatifs aux ressources, aux actifs et aux dépenses d'exploration et d'évaluation, et aux charges d'impôt sur le revenu lors d'exercices futurs.

Les montants comptabilisés dans les états financiers sont basés sur les meilleures estimations et le jugement de la Société tel que décrit ci-dessus. Toutefois, l'incertitude inhérente quant à l'issue finale de ces éléments signifie que la résolution éventuelle pourrait différer des estimations comptables et ainsi avoir une incidence sur la situation financière de la Société, son rendement financier et ses flux de trésorerie.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

5. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	<u>Au 30 septembre 2014</u>	<u>Au 30 septembre 2013</u>
	\$	\$
Encaisse	664 362	315 538
Certificat de placement garanti portant un taux d'intérêt de 1,20 %, échéant le 20 février 2014	-	947 000
Certificat de placement garanti portant un taux d'intérêt entre 1,15 % et 1,25 %, échéant entre le 22 décembre 2014 et le 23 février 2015	1 003 040	-
	<u>1 667 402</u>	<u>1 262 538</u>

Les instruments qui composent la trésorerie et équivalents de trésorerie sont encaissables en tout temps sans pénalités.

6. Placements

	<u>Au 30 septembre 2014</u>	<u>Au 30 septembre 2013</u>
	\$	\$
Certificats de placement garantis non encaissables avant l'échéance, intérêt entre 1,90 % et 2,05 % échéants entre le 26 novembre 2014 et le 18 décembre 2014, ayant une valeur à l'échéance de 2 142 129 \$	2 060 000	2 060 000
	<u>2 060 000</u>	<u>2 060 000</u>

Le solde du financement accreditif non encore dépensé selon les restrictions imposées par ce financement représente 111 510 \$ au 30 septembre 2014 (aucun au 30 septembre 2013) et il est inclus dans les placements. La Société doit dédier ces fonds à des dépenses d'exploration canadiennes.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation

Les deux tableaux suivants présentent les coûts d'acquisition des propriétés d'exploration :

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2013	Additions	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2014
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 437	-	-	-	290 437
Laflamme	61.6	61 867	10 010	-	(2 784)	69 093
Patris	100	88 996	(1 924)	-	-	87 072
Casault	100	3 628	13 089	-	-	16 717
Valmond	100	8 346	1,464	(9 810)	-	-
Jouvex	100	29 978	17 416	-	(3 150)	44 244
Heva	100	89 591	5 612	-	-	95 203
Samson	100	-	32 852	(32 852)	-	-
La Peltrie	100	-	9 362	-	-	9 362
Abitibi Au	100	-	77 521	-	-	77,521
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	43 810	2 828	-	(9 200)	37 438
Gatineau	100	19 209	2 172	-	(2 693)	18 688
Baie-James						
Baie-James Au	100	160 854	28 023	-	(8 686)	180 191
Baie-James U	100	9 828	-	-	-	9 828
Baie-James Fe	100	44 917	2 891	-	-	47 808
Éléonore	100	88 372	18 520	-	(29 162)	77 730
Nord du Québec						
Pallas EGP	100	59 540	(48 239)	-	-	11 301
Willbob	100	-	1 130	-	-	1 130
Québec / Labrador						
Ytterby	50	25 307	1 916	-	(25 711)	1 512
Génération de projets	100	6 292	11 695	-	(2 773)	15 214
		<u>1 030 972</u>	<u>186 338</u>	<u>(42 662)</u>	<u>(84 159)</u>	<u>1 090 489</u>

Coûts d'acquisition	Participation indivise	Au 30 sept. 2012	Additions	Paiements sur option	Dépréciation	Au 30 sept. 2013
	%	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi						
Maritime-Cadillac	49	290 416	21	-	-	290 437
Laflamme	60	16 894	49 718	-	(4 745)	61 867
Patris	100	16,637	72 359	-	-	88 996
Casault	100	-	3 791	(163)	-	3 628
Valmond	100	11 822	1 742	-	(5 218)	8 346
Jouvex	100	16 877	13 101	-	-	29 978
Heva	100	-	89 591	-	-	89 591
Grenville-Appalaches						
Weedon	100	41 115	15 162	-	(12 467)	43 810
Gatineau	100	7 272	11 937	-	-	19 209
Baie-James						
Baie-James Au	100	109 744	73 413	-	(22 303)	160 854
Baie-James U	100	4 459	5 369	-	-	9 828
Baie-James Fe	100	35 145	29 506	-	(19 734)	44 917
Éléonore	100	66 312	22 060	-	-	88 372
Nord du Québec						
Pallas EGP	100	-	59 540	-	-	59 540
Québec / Labrador						
Ytterby	50	11 388	13 919	-	-	25 307
Génération de projets	100	4 961	1 331	-	-	6 292
		<u>633 042</u>	<u>462 560</u>	<u>(163)</u>	<u>(64 467)</u>	<u>1 030 972</u>

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

Les deux tableaux suivants présentent les frais d'exploration et d'évaluation :

Frais d'E&E	Participation indivise	Au 30 sept. 2013	Additions	Paie-ments sur option	Crédits d'impôt	Déprécia-tion	Au 30 sept. 2014
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	228 787	4 178	-	-	-	232 965
Laflamme	61.6	1 167 804	143 709	-	(999)	-	1 310 514
Patris	100	179 176	31 913	-	(2 334)	-	208 755
Casault	100	214 479	78 480	-	(2 877)	-	290 082
Valmond	100	113 507	22 166	(10 190)	(1 528)	-	123 955
Jouvex	100	237 576	111 080	-	(2 566)	-	346 090
Heva	100	16 149	2 720	-	(306)	-	18 563
Abitibi Au	100	-	36 859	-	(218)	-	36 641
Grenville-Appalaches							
Weedon	100	359 196	33 991	-	(5 174)	-	388 013
Gatineau	100	28 648	132	-	(14)	-	28 766
Baie-James							
Baie-James Au	100	162 521	57 004	-	(2 848)	-	216 677
Baie-James U	100	14 686	-	-	-	-	14 686
Baie-Fe	100	42 158	-	-	-	-	42 158
Éléonore	100	949 831	241 004	-	(15 696)	-	1 175 139
Nord du Québec							
Pallas EGP	100	210 168	41 654	-	(35 734)	-	216 088
Willbob	100	-	5 116	-	-	-	5 116
Québec / Labrador							
Ytterby	50	1 277 720	39 144	-	(3 212)	(1 204 562)	109 090
Génération de projets	100	36 125	5 600	-	(2 178)	-	39 547
		<u>5 238 531</u>	<u>854 750</u>	<u>(10 190)</u>	<u>(75 684)</u>	<u>(1 204 562)</u>	<u>4 802 845</u>

Frais d'E&E	Participation indivise	Au 30 sept. 2012	Additions	Paie-ments sur option	Crédits d'impôt	Déprécia-tion	Au 30 sept. 2013
	%	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Abitibi							
Maritime-Cadillac	49	214 241	14 833	-	(287)	-	228 787
Laflamme	60	592 050	578 568	-	(2 814)	-	1 167 804
Patris	100	85 044	98 017	-	(3 885)	-	179 176
Casault	100	276 006	28 310	(89 837)	-	-	214 479
Valmond	100	73 139	41 038	-	(670)	-	113 507
Jouvex	100	18 957	219 988	-	(1 369)	-	237 576
Heva	100	-	16 149	-	-	-	16 149
Grenville-Appalaches							
Weedon	100	198 458	187 856	-	(27 118)	-	359 196
Gatineau	100	25 593	3 913	-	(858)	-	28 648
Baie-James							
Baie-James Au	100	111 249	60 045	-	(8 773)	-	162 521
Baie-James U	100	14 686	-	-	-	-	14 686
Baie-Fe	100	59 703	36 541	-	(103)	(53 983)	42 158
Éléonore	100	366 786	651 833	-	(68 788)	-	949 831
Nord du Québec							
Pallas EGP	100	-	227 060	-	(16 892)	-	210 168
Québec / Labrador							
Ytterby	50	1 171 617	107 636	-	(1 533)	-	1 277 720
Génération de projets	100	34 704	1 421	-	-	-	36 125
		<u>3 242 233</u>	<u>2 273 208</u>	<u>(89 837)</u>	<u>(133 090)</u>	<u>(53 983)</u>	<u>5 238 531</u>

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

a) Maritime-Cadillac

La Société détient 49 % de la propriété Maritime-Cadillac située au sud de la mine Lapa le long de la faille Cadillac-Lardner, assujettie à une redevance de 2 % des produits nets d'affinage (« NSR »); la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement d'un montant de 1 000 000 \$.

En vertu de l'entente signée en juin 2009 et amendée en novembre 2012 et mai 2013, Agnico Eagle Mines Limited (« Agnico Eagle ») a indiqué qu'elle désirait se prévaloir de son droit d'augmenter sa participation de 50 % à possiblement 65 % sur une période de trois ans, en finançant une étude de faisabilité bancaire à l'égard de la propriété ou en prenant en charge l'ensemble des activités minières de la propriété, auquel cas elle s'assurera une participation additionnelle de 1 % par tranche de 1 000 000 \$ investie dans la propriété (à concurrence de 15 % par l'investissement de 15 000 000 \$). En juin 2013, Agnico Eagle a complété 1 000 000 \$ de travaux additionnels lui conférant ainsi une participation de 51 % dans la propriété. Agnico Eagle et la Société sont désormais en coentreprise sur la propriété Maritime-Cadillac et les travaux futurs seront partagés selon le ratio 51 % Agnico Eagle - 49 % Midland.

b) Abitibi Au

La Société a jalonné des claims miniers en Abitibi.

c) Laflamme Au-Cu

La Société détient 61,6% de la propriété Laflamme située à l'ouest de la ville de Lebel-sur-Quévillon en Abitibi.

Le 17 août 2009, la Société a signé une entente avec North American Palladium Ltd. (« NAP »). Au 31 juillet 2011, NAP a gagné sa participation indivise de 50% dans la propriété Laflamme en contrepartie de 100 000 \$ de paiements en espèce et 1 000 000 \$ de travaux d'exploration complétés ou crédités. En décembre 2012, NAP a décidé de ne plus contribuer et sa participation a été diluée. Midland est l'opérateur du projet depuis décembre 2012. En mars 2013, NAP a annoncé la vente de sa filiale détenant ses actifs aurifères au Québec à Minéraux Maudore Ltée. À la suite des travaux de 704 744 \$ effectués depuis janvier 2013, la participation de Midland s'établit à 61,6% au 30 septembre 2014.

La Société a abandonné certains claims en 2014 et elle a procédé à une dépréciation partielle de 2 784 \$ des coûts de propriétés d'exploration (4 745 \$ en 2013).

d) Patris

La Société détient la propriété Patris située au nord-est de Rouyn-Noranda. La propriété Patris inclut maintenant les claims de l'ancienne propriété Dunn.

Certains claims sont assujettis aux redevances NSR suivantes :

- 1 % rachetable pour la somme de 500 000 \$ par tranche de 0,5 %;
- 2 % rachetable pour la somme de 1 000 000 \$ par tranche de 1 %.

Le 12 novembre 2012, la Société a acquis une participation de 100 % de certains claims adjacents à la propriété Patris en contrepartie d'un paiement de 50 000 \$. Une partie des claims est assujettie à une redevance de 2 % NSR, que la Société peut racheter en totalité ou en deux parties à la suite d'un paiement de 1 000 000 \$ par 1 % pour un total de 2 000 000 \$. L'autre partie des claims est assujettie à une redevance NSR de 1 %, que la Société peut racheter en totalité ou en deux parties à la suite d'un paiement de 500 000 \$ par 0,5 % pour un total de 1 000 000 \$.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

Le 24 juillet 2013, la Société a acquis une participation de 100 % de certains claims adjacents à la propriété Patris en contrepartie d'un paiement de 5 000 \$. Les claims sont assujettis à une redevance de 1,5 % NSR, que la Société peut racheter en totalité ou en trois parties à la suite d'un paiement de 500 000 \$ par 0,5 % pour un total de 1 500 000 \$.

La Société a signé une entente d'option avec Ressources Teck Itée (« Teck ») le 6 septembre 2013 et l'a amendée le 20 mai 2014 afin d'accommoder les délais pour obtenir les permis d'exploration. Selon l'entente, Teck a l'option d'acquérir, en trois options, une participation maximale de 65 % dans la propriété Patris en contrepartie des termes suivants :

	Paiements en espèce	Travaux
	\$	\$
Première Option pour une participation initiale de 50 %		
Le ou avant le 31 août 2015 (engagement ferme)	-	500 000
Le ou avant le 31 août 2016	-	800 000
Le ou avant le 31 août 2017	-	1 700 000
	-	<u>3 000 000</u>
Deuxième Option pour une participation additionnelle de 10 %		
Le ou avant le 31 août 2019, des dépenses d'exploration de 500 000 \$ et des paiements de 60 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 2 %	300 000	2 500 000
Troisième Option pour une participation additionnelle de 5 %		
Le ou avant le 31 août 2021, des dépenses d'exploration de 1 000 000 \$ pour chaque intérêt additionnel de 1 %	-	5 000 000
Total, pour une participation maximale de 65 %	<u>300 000</u>	<u>10 500 000</u>

Midland sera le gérant des travaux durant la première option.

e) Casault

La Société possède des claims miniers au nord de la ville de La Sarre.

Le 16 novembre 2011, la Société a signé une entente avec une société antérieurement connue sous le nom de Corporation minière Osisko (« Osisko ») par laquelle Osisko avait l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Casault, sous réserve de paiements en espèces de 600 000 \$ (170 000 \$ reçus) et de travaux d'exploration de 6 000 000 \$ (2 901 629 \$ complétés au 30 septembre 2013) jusqu'au 31 octobre 2016. Le 16 octobre 2013, Osisko a mis fin à l'entente d'option.

f) Valmond

La Société possède des claims miniers à l'ouest de Matagami. Le 19 novembre 2013, la Société a signé une entente avec Ressources Sphinx Itée (« Sphinx ») (antérieurement Donner Metals Ltd.) par laquelle Sphinx a l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Valmond, sous réserve des conditions suivantes (amendées le 31 octobre 2014):

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

	Paiements en espèce	Travaux
	\$	\$
À la signature (complété)	20 000	-
Le ou avant le 31 décembre 2014 (travaux complétés)	50 000	300 000
Le ou avant le 19 novembre 2015 (230 277 \$ travaux complétés)	50 000	700 000
Le ou avant le 19 novembre 2016	60 000	800 000
Le ou avant le 19 novembre 2017	70 000	700 000
Total	250 000	2 500 000

- La Société sera l'opérateur durant l'option;
- À la suite de l'acquisition d'un intérêt initial de 50 %, une coentreprise sera formée;
- Si un partenaire est dilué à 10 % ou moins, sa participation sera convertie en une royauté NSR de 2 %, dont 1 % peut être racheté pour 1 500 000 \$.

La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle en 2013 de 5 218 \$ des coûts de propriétés d'exploration.

g) Jouvex

La Société possède des claims miniers au sud-ouest de Matagami. La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle en 2014 de 3 150 \$ des coûts de propriétés d'exploration.

h) Heva

Le 25 avril 2013, la Société a signé une entente avec Ressources D'Ariane inc. pour acquérir 100 % de la propriété Heva, située le long et à proximité de la faille Cadillac, moins de 5 kilomètres au nord-ouest de la ville de Malartic. A titre de contrepartie pour l'acquisition, la Société a payé 30 000 \$ en espèce et émis 60 000 actions ordinaires dont la juste valeur est de 57 000 \$ basée sur le cours de l'action de la Société à la clôture le 25 avril 2013. La propriété est assujettie à une redevance NSR de 2 % ; la moitié de cette redevance pourra être rachetée sur paiement d'un montant de 1 000 000 \$.

i) Samson

La Société a acquis par jalonnement des claims miniers situés au nord de la ville de La Sarre.

Le 3 septembre 2014, la Société a signé une entente avec Sphinx par laquelle Sphinx a l'option d'acquérir une participation de 50 % dans la propriété Samson, sous réserve des conditions suivantes:

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

	Paiements en espèce	Travaux
	\$	\$
À la signature (complété)	40 000	-
Le ou avant le 3 septembre 2015 (350 000 \$ engagement ferme (7 010 \$ travaux complétés)	40 000	500 000
Le ou avant le 3 septembre 2016	50 000	700 000
Le ou avant le 3 septembre 2017	70 000	900 000
Le ou avant le 3 septembre 2018	75 000	1 400 000
Total	275 000	3 500 000

- La Société sera l'opérateur durant l'option;
- À la suite de l'acquisition d'un intérêt initial de 50 %, une coentreprise sera formée;
- Si un partenaire est dilué à 10 % ou moins, sa participation sera convertie en une royauté NSR de 2 %, dont 1 % peut être racheté pour 1 500 000 \$.

j) La Peltrie

La Société a acquis par désignation sur carte des claims miniers situés à l'est du secteur Lower Detour.

GRENVILLE-APPALACHES

k) Weedon

La Société détient la propriété Weedon située au sud de la ville de Québec. Certains claims sont assujettis à une redevance NSR de 1 % rachetable sur paiement de 500 000 \$ par tranche de 0,5 % alors que d'autres claims sont assujettis à une redevance NSR de 0,5 % rachetable sur paiement de 500 000 \$.

Le 14 juin 2013, la Société a acquis une participation de 100 % d'un claim adjacent à la propriété Weedon en contrepartie d'une redevance NSR de 1,5 % sur tous les métaux à l'exception de l'or et l'argent, que la Société peut racheter en totalité ou en trois tranches de 0,5% à la suite d'un paiement de 500 000 \$ par tranche pour un total de 1 500 000 \$.

La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle de 9 200 \$ (12 467 \$ en 2013) des coûts de propriétés d'exploration.

l) Gatineau Zn

La Société possède des claims miniers dans la région de Gatineau. La Société a abandonné certains claims en 2014 et elle a procédé à une dépréciation partielle de 2 693 \$.

BAIE-JAMES

m) Baie-James Au

La Société possède des claims miniers dans le territoire de la Baie-James dans les sous-provinces de La Grande et d'Opinaca. La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle de 8 686 \$ des coûts de propriétés d'exploration en 2014 (22 303 \$ en 2013).

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

n) Baie-James U

La Société possède des claims miniers situés à la Baie-James.

o) Baie-James Fe

La Société possède des claims miniers à l'est du gisement Duncan à la Baie-James. La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle de 73 717 \$ de l'actif d'exploration et d'évaluation en 2013.

p) Éléonore

La Société a jalonné des claims près du gisement Éléonore de Goldcorp, à la Baie-James. La Société a abandonné certains claims et elle a procédé à une dépréciation partielle de 29 162 \$ des coûts de propriétés d'exploration en 2014 (88 341 \$ en 2013).

NORD DU QUÉBEC

q) Pallas PGE

La Société a acquis par jalonnement des claims miniers situés à l'ouest de la ville de Kuujuaq au Nunavik.

Le 21 janvier 2014, la Société a signé une entente d'option avec Japan Oil, Gas and Metals National Corporation (« JOGMEC ») par laquelle JOGMEC a l'option d'acquies un intérêt de 50 % dans la propriété Pallas EGP d'ici le 31 mars 2016, en contrepartie de dépenses d'exploration pour un montant total de 2 000 000 \$, réparti comme suit :

	<u>Travaux</u>
	\$
Le ou avant le 31 mars 2014 (complété)	250 000
Le ou avant le 31 mars 2015 (complété)	700 000
Le ou avant le 31 mars 2016 (68 105 \$ complété)	1 050 000
Total	<u>2 000 000</u>

Midland agira à titre d'opérateur tant qu'elle détiendra un intérêt égal ou supérieur à 50 % dans le projet.

r) Willbob

La Société a acquis par désignation sur carte des claims miniers situés dans la fosse du Labrador.

QUÉBEC / LABRADOR

s) Ytterby

La Société a jalonné des claims miniers au nord-est de Schefferville.

Le 23 février 2010, la Société a signé une lettre d'entente (puis une lettre d'entente définitive le 29 juillet 2011) avec JOGMEC par laquelle JOGMEC a gagné le droit à une participation conjointe de 50 % dans la propriété Ytterby, en contrepartie de 2 700 000 \$ de travaux d'exploration.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

7. Actifs d'exploration et d'évaluation (suite)

La Société est l'opérateur durant la période d'option. JOGMEC a le droit à une participation conjointe à 50 %, sujet à ce que JOGMEC donne un avis qu'elle a choisi d'exercer ce droit. Un partenaire qui décline de participer à un programme approuvé sera dilué en fonction de sa participation. Si la participation d'un partenaire est diluée à 10% ou moins, cette participation sera convertie en une royauté NSR de 1,5 % qui pourra être rachetée par l'autre partenaire pour 1 500 000 \$. Un partenaire peut donner un avis à l'autre partenaire qu'il désire opérer via une coentreprise. Une fois qu'une coentreprise est formée, chaque partenaire aura le droit d'acheter toute production minérale en proportion de sa détention dans la coentreprise. JOGMEC aura un droit de premier refus d'acheter toute production minérale au prix du marché, en proportion de la participation de la Société. Jusqu'à ce qu'une coentreprise soit formée, toute production minérale sera prise en nature en proportion de la participation de chaque partenaire.

En août 2011, JOGMEC a gagné son droit à une participation conjointe de 50%. En date de ces états financiers, JOGMEC n'avait pas encore donné son avis d'exercer son droit.

Les claims sur le bloc principal sont conservés et les autres sur les autres blocs sont abandonnés, ainsi la Société a procédé à une radiation partielle de 1 230 273 \$ en 2014.

GÉNÉRATION DE PROJET

t) Génération de projet

La Société a poursuivi ses programmes de compilation géologique et de jalonnement au Québec pour l'acquisition de propriétés stratégiques aurifères, uranifères et en métaux de base. Certains claims ont été abandonnés et la Société a radié les coûts des propriétés d'exploration et frais d'E&E y étant rattachés pour 2 773 \$ en 2014.

8. Capitaux propres

Autorisées

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, avec droit de vote et participatives.

a) Placements privés

2013

Le 21 décembre 2012, la Société a complété un placement privé avec courtier par l'émission de 769 264 unités à 1,30 \$ par unité et par l'émission de 1 105 882 actions accréditatives à 1,65 \$ chacune, pour un produit brut total de 2 824 748 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet d'acquérir une action à 1,75 \$ chacune jusqu'au 21 juin 2014. La Société a payé au courtier une commission de 150 735 \$ et a émis 85 342 bons de souscription de courtier lui permettant d'acquérir un maximum de 85 342 actions ordinaires au prix de 1,30 \$ par action jusqu'au 21 juin 2014.

De la contrepartie totale reçue pour les unités, 34 620 \$ ont été attribués aux bons de souscription et 965 423 \$ aux actions ordinaires, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a d'abord été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,06 %, volatilité prévue de 35,89 %, aucun dividende moyen par action et durée prévue des bons de souscription de 18 mois.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

8. Capitaux propres (suite)

Le coût total des bons de souscription de courtier est de 17 922 \$ et il a été comptabilisé comme frais d'émission d'action. Cette juste valeur de 17 922 \$ a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des mêmes hypothèses que les bons de souscription.

Le 21 décembre 2012, la cote de l'action sur la Bourse de croissance TSX a clôturé à 1,25 \$ et ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditatives est de 0,40 \$ pour une valeur totale de 442 353 \$ créditée aux autres passifs. Au 30 septembre 2013, la Société a complété le 1 824 705 \$ de travaux d'exploration en vertu de ce placement accréditif.

2014

Le 19 décembre 2013, la Société a complété un placement privé par l'émission de 802 001 unités à 0,75 \$ par unité et de 833 286 actions accréditatives à 0,90 \$ chacune, pour un produit brut total de 1 351 460 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet d'acquérir une action à 1,00 \$ chacune jusqu'au 19 juin 2015.

De la contrepartie totale reçue pour les unités, 30 818 \$ ont été attribués aux bons de souscription et 570 683 \$ aux actions ordinaires, selon une allocation au prorata de la juste valeur estimative de chacune de ces deux composantes. La juste valeur estimative des bons de souscription a été déterminée selon le modèle de fixation de prix Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,02 %, volatilité prévue de 44,8 %, aucun dividende moyen par action et durée prévue des bons de souscription de 18 mois.

Le 19 décembre 2013, la cote de l'action sur la Bourse a clôturé à 0,68 \$ et ainsi la valeur résiduelle attribuée à l'avantage lié à la renonciation des actions accréditatives est de 0,22 \$ pour une valeur totale de 183 323 \$ créditée aux autres passifs. Au 30 septembre 2014, la Société a complété 638 449 \$ de travaux accréditifs et ainsi le compte des autres passifs ont été réduits à 27 460 \$.

b) Bons de souscription

Les mouvements dans le nombre de bons de souscription en circulation de la Société se détaillent comme suit:

	2014		2013	
	Nombre	Montant \$	Nombre	Montant \$
Solde au début de l'exercice	469 975	52 542	-	-
Émis lors d'un placement privé (note 8a)	401 001	30 818	469 975	52 542
Expirés	(469 975)	(52 542)	-	-
Solde à la fin de l'exercice	401 001	30 818	469 975	52 542

Les bons de souscription en circulation au 30 septembre 2014 sont les suivantes:

Nombre de bons de souscription	Prix de levée \$	Date d'expiration
401 001	1,00	19 juin 2015
401 001		

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

8. Capitaux propres (suite)

c) Politiques et procédures de gestion du capital

Le capital de la Société est constitué des capitaux propres de 9 031 007 \$ au 30 septembre 2014 (9 612 917 \$ au 30 septembre 2013). En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont de préserver sa capacité de poursuivre son exploitation ainsi que ses programmes d'acquisitions et d'exploration de propriétés minières. Au besoin, la Société lève des fonds dans le marché des capitaux. La Société ne se sert pas d'emprunt à long terme, car elle ne génère pas de revenus d'exploitation. Il n'y a pas de politique de versement de dividendes. La Société n'a aucune exigence en matière de capital à laquelle elle est soumise en vertu de règles extérieures, exigences réglementaires ou contractuelles, à moins qu'elle complète un placement accreditif, dans quel cas, les fonds sont réservés aux travaux d'exploration (et la Société était conforme durant l'année).

9. Rémunération du personnel

a) Salaires

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Salaires	663 032	669 300
Charges sociales	79 403	75 828
	<u>742 435</u>	<u>745 128</u>
Moins : salaires et charges sociales capitalisés aux actifs d'E&E	(413 835)	(434 835)
Salaires présentés à l'état du résultat global	<u>328 600</u>	<u>310 293</u>

b) Rémunération à base d'actions

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Rémunération à base d'actions	266 725	298 445
Moins : rémunération à base d'actions capitalisée aux actifs d'E&E	(96 274)	(110 512)
Rémunération à base d'actions présentée à l'état du résultat global	<u>170 451</u>	<u>187 933</u>

La Société a un régime d'option d'achat d'actions (le « régime »). Le nombre d'actions ordinaires attribuées est déterminé par le conseil d'administration. Le 20 décembre 2012, le conseil d'administration a approuvé une augmentation du nombre d'actions pouvant être émises en vertu du régime d'options d'achat d'actions, soit de 3 000 000 à 4 000 000 d'actions. Cette modification au régime a été approuvée par les actionnaires de la Société lors de l'assemblée annuelle du 19 février 2013. Le prix d'exercice de toute option attribuée dans le cadre du régime sera établi par le conseil d'administration au moment de l'attribution et ne pourra être inférieur au cours de la clôture le jour précédant l'octroi. La durée d'une option ne dépassera pas dix ans à compter de la date d'attribution. Les options sont normalement acquises à raison de 1/6 par 3 mois à partir de la date de l'octroi, à moins qu'il ne soit décidé autrement par le conseil d'administration.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

9. Rémunération du personnel (suite)

Le 19 février 2013, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 345 000 options d'achat d'actions, au prix de 1,25 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 251 850 \$ soit une juste valeur de 0,73 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,78 %, volatilité prévue de 63 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Le 20 février 2014, la Société a octroyé à ses administrateurs, dirigeants, employés et consultants 605 000 options d'achat d'actions, au prix de 0,85 \$, valables pendant 10 ans. Ces options ont été octroyées à une valeur égale à celle du marché à la clôture la veille de l'octroi. La juste valeur de ces options d'achat d'actions s'élève à 272 250 \$ soit une juste valeur de 0,45 \$ par option. La juste valeur des options octroyées a été estimée à l'aide du modèle Black-Scholes à partir des hypothèses suivantes : taux d'intérêt sans risque de 1,81 %, volatilité prévue de 55 %, aucun dividende par action et durée prévue des options de 6 ans. Cette durée prévue a été estimée en considérant des situations comparables pour des sociétés similaires à la Société. La volatilité prévue est déterminée en calculant la volatilité historique du prix des actions ordinaires de la Société précédant la date d'émission et pour une période correspondant à la durée de vie prévue des options.

Les opérations sur les options d'achat d'actions en circulation se détaillent comme suit:

	2014		2013	
	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée \$	Nombre d'options	Prix moyen pondéré de levée \$
Solde au début de l'exercice	1 520 000	1,31	1 300 000	1,26
Octroyées	605 000	0,85	345 000	1,25
Exercées	-	-	(125 000)	0,65
Expirées	(345 000)	0,70	-	-
Solde à la fin de l'exercice	1 780 000	1,27	1 520 000	1,31
Solde à la fin de l'exercice exerçable	1 376 668	1,40	1 290 000	1,32

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

9. Rémunération du personnel (suite)

La moyenne pondérée du prix de l'action de la Société sur la Bourse de croissance TSX au moment des exercices était de 1.08 \$ en 2013.

Les options d'achat d'actions en circulation et exerçables au 30 septembre 2013 sont les suivantes:

<u>Nombre d'options en circulation</u>	<u>Nombre d'options exerçables</u>	<u>Prix de levée</u>	<u>Date d'expiration</u>
		\$	
20 000	20 000	1,40	15 décembre 2014
215 000	215 000	1,48	8 mars 2015
260 000	260 000	1,76	17 février 2021
315 000	315 000	1,54	16 février 2022
20 000	20 000	1,61	27 février 2022
345 000	345 000	1,25	19 février 2023
605 000	201 668	0,85	20 février 2024
<u>1 780 000</u>	<u>1 376 668</u>		

10. Perte nette par action

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'année divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année. En calculant le résultat dilué par action, les actions ordinaires potentielles, telles que les options et les bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet anti dilutif. Les informations sur les options et les bons de souscription en circulation ayant un effet potentiellement dilutif sur le résultat par action futur sont présentées aux notes 8 et 9.

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Résultat net	(1 974 586)	(688 090)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	29 948 093	28 140 398
Résultat de base et diluée par action	(0,07)	(0,02)

11. Impôts sur les bénéfices

La dépense d'impôt différé est constituée des éléments suivants :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Recouvrement d'impôt différé		
Prime sur émission d'actions accréditives	155 863	442 353
Total du recouvrement d'impôt	155 863	442 353

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

11. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les différences entre la provision pour impôt figurant sur les états financiers et la provision pour impôt calculée selon le taux d'imposition statutaire combiné canadien se détaillent comme suit :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Résultat net avant impôts sur les bénéfices	<u>(2 130 449)</u>	<u>(1 130 443)</u>
Impôts au taux d'imposition de base combiné fédéral et provincial de 26,90 %	(573 091)	(304 089)
Dépenses non déductibles	85 412	54 743
Incidence fiscale de la renonciation aux déductions de dépenses admissibles en faveur des porteurs d'actions accréditées	171 743	481 327
Amortissement des primes sur les actions accréditées	(155 863)	(442 353)
Différences temporelles non comptabilisées	315 525	(254 903)
Autres éléments	411	22 922
Recouvrement d'impôts futurs	<u>(155 863)</u>	<u>(442 353)</u>

La réalisation de bénéfices imposable est dépendante de plusieurs facteurs, incluant la vente de propriétés. Les actifs d'impôts différés sont reconnus seulement dans la mesure où il est probable que suffisamment de bénéfices imposables futurs seront réalisés afin de permettre de récupérer l'actif correspondant. En conséquence, certains actifs d'impôt différés n'ont pas été comptabilisés : ces actifs d'impôts futurs non comptabilisés totalisent 940 000 \$.

Au 30 septembre 2014 et 2013, les composantes importantes des actifs et passifs d'impôt différés sont les suivantes :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Actifs d'impôts différés		
Pertes autres qu'en capital	1 458 000	1 263 000
Dons	14 000	10 000
Frais d'émission d'actions et de bons de souscription	50 000	71 000
Total des actifs d'impôts différés	<u>1 522 000</u>	<u>1 344 000</u>
Passifs d'impôts différés		
Actifs d'E&E	582 000	730 000
Total des passifs d'impôts différés	<u>582 000</u>	<u>730 000</u>
Actifs d'impôt différés non reconnus	<u>940 000</u>	<u>614 000</u>

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

11. Impôts sur les bénéfices (suite)

Au 30 septembre 2014, les dates d'expiration des pertes disponibles afin de réduire les bénéfices imposables futurs sont les suivantes:

	<u>Fédéral</u>	<u>Provincial</u>
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
2015	96 000	103 000
2026	84 000	69 000
2027	126 000	112 000
2027	177 000	183 000
2028	540 000	514 000
2029	645 000	631 000
2030	726 000	713 000
2031	677 000	663 000
2032	748 000	736 000
2033	906 000	891 000
2034	753 000	741 000

12. Transactions entre parties liées

a) Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration ainsi que le président, le vice-président exploration et la chef des finances. La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Avantages à court terme		
Salaires incluant les primes et avantages	281 875	253 406
Honoraires	57 857	48 031
Salaires incluant les primes et avantages capitalisés dans les frais d'E&E	125 400	165 240
Avantages à long terme		
Rémunération à base d'actions	170 451	187 933
Rémunération à base d'actions capitalisée dans les frais d'E&E	28 248	30 594
Total de la rémunération	<u>663 831</u>	<u>685 204</u>

b) Transactions entre parties liées

Dans le cours normal des affaires, en plus des montants divulgués à la note 12a) sur la rémunération des principaux dirigeants :

- ♦ 75 000 options d'achat d'actions ont été exercées à des prix de entre 0,60 \$ et 0,65 \$ par les principaux dirigeants en 2013;
- ♦ Une société au sein de laquelle un dirigeant est associé a facturé des honoraires totalisant 49 624 \$ (91 935 \$ en 2013) dont 34 819 \$ (58 548 \$ en 2013) ont été comptabilisés à l'état du résultat global et 14 805 \$ (33 387 \$ en 2013) ont été comptabilisés comme frais d'émission d'actions.
- ♦ Une société contrôlée par un dirigeant a facturé des honoraires totalisant 48 368 \$ (45 690 \$ pour 2013);
- ♦ En décembre 2013, des administrateurs et dirigeants de la Société ont participé à un placement privé d'actions accréditatives (note 8a) pour un montant total de 103 600 \$ (97 598 \$ en décembre 2012).

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

12. Transactions entre parties liées (suite)

Au 30 septembre 2014, le montant dû aux parties liées s'élevait à 7 394 \$ (5 393 \$ au 30 septembre 2013).

13. Contrat de location simple

Les paiements minimaux futurs de location s'établissent comme suit (en prenant pour hypothèse que l'indice du prix à la consommation sera le même que celui du rapport d'octobre 2014 pour 12 mois émis par Statistique Canada, soit 2,0 %) :

	Au 30 septembre 2014
	\$
Moins d'un an	23 304
De 1 à 5 ans	58 674
Plus de 5 ans	-
Total	<u>81 978</u>

En 2010, la Société a contracté un engagement relatif à un bail d'une durée de trois ans, soit jusqu'en février 2013 et le loyer annuel est de 20 154 \$ pour la première année, 20 467 \$ pour la deuxième année et 20 779 \$ pour la troisième année prenant fin en février 2013. La Société est aussi responsable de sa quote-part proportionnelle de la surtaxe pour immeubles non résidentiels et la taxe d'eau qui représentent 163 \$ par mois en 2014.

En septembre 2012, un avenant a été signé afin de renouveler le bail pour une période de cinq ans, soit de mars 2013 jusqu'en février 2018. Le loyer de la première année sera de 21 875 \$ et sera par la suite indexé annuellement selon le plus élevé de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation et 2,5 %. La Société avait l'option de terminer le bail le 28 février 2014 et a choisi de ne pas le faire.

Les paiements au titre de la location comptabilisés en charges au cours de l'année financière totalisent 24 256 \$ (22 551 \$ en 2013). Ce montant représente les paiements minimaux au titre de la location.

14. Instruments financiers

La Société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Société. La Société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives. Les principaux risques financiers auxquels la Société est exposée ainsi que la politique en matière de gestion des risques financiers se détaillent comme suit:

Risque lié à la juste valeur du taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les placements inclus dans la trésorerie et équivalent de trésorerie ainsi que dans les placements portent intérêt à taux fixe et exposent la Société au risque de variation de juste valeur découlant des fluctuations des taux d'intérêt. Des taux d'intérêt plus (moins) élevés de 1% auraient diminué (augmenté) la juste valeur de ceux-ci de 7 048 \$ au 30 septembre 2013 (7 639 \$ au 30 septembre 2013). Les autres actifs et passifs financiers ne portent pas d'intérêt et donc n'exposent pas la Société à des risques liés aux taux d'intérêt.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

14. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une des parties à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La Société est assujettie à des risques de crédit par la trésorerie et équivalents de trésorerie, les placements et les comptes débiteurs. La Société réduit le risque de crédit en maintenant une partie de la trésorerie et équivalents de trésorerie dans des instruments financiers détenus chez une banque à charte canadienne et l'autre partie dans des instruments financiers détenus chez une société indépendante courtier en valeurs mobilières membre du Fonds canadien de protection des épargnants. En 2014 et 2013, les placements comprennent des certificats de placement garantis par des banques canadiennes. La Société vise à signer des ententes de partenariat avec des sociétés établies et elle suit leur situation de trésorerie de près afin de réduire les risques de crédit sur les comptes débiteurs. Tous les comptes débiteurs sont courants.

Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Au 30 septembre 2014, la Société avait suffisamment de liquidités pour prendre en charge ses passifs financiers et les passifs financiers futurs provenant de ses engagements de l'exercice 2015. Tous les comptes créditeurs et charges à payer sont moins de 31 jours.

Juste valeur

La valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie, comptes débiteurs, placements, comptes créditeurs et charges à payer et avances reçues pour travaux d'exploration à venir est considérée être une approximation raisonnable de leur juste valeur de par leur maturité à court terme et ainsi que des termes contractuels de ces instruments.

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers présentés dans l'état de la situation financière se détaillent comme suit :

	<u>30 septembre 2014</u>		<u>30 septembre 2013</u>	
	<u>Valeur comptable</u>	<u>Juste valeur</u>	<u>Valeur comptable</u>	<u>Juste valeur</u>
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
<i>Prêts et créances</i>				
Trésorerie et équivalent de trésorerie	1 667 402	1 667 402	1 262 538	1 262 538
Comptes débiteurs	62 983	62 983	68 955	68 955
<i>Placements détenus jusqu'à leur échéance</i>				
Placements	2 060 000	2 060 000	2 060 000	2 060 000
Passifs financiers				
<i>Passifs financiers évalués au coût amorti</i>				
Comptes créditeurs et charges à payer	464 004	464 004	341 054	341 054
Avances reçues pour travaux d'exploration	370 329	370 329	-	-

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Exploration Midland inc.

Notes afférentes aux états financiers

30 septembre 2014 et 2013

15. Informations additionnelles relativement au tableau de trésorerie

	<u>2014</u>	<u>2013</u>
	\$	\$
Rémunération à base d'actions incluse dans les frais d'E&E	96 274	110 512
Additions aux propriétés d'exploration et aux frais d'E&E inclus dans les comptes créditeurs et charges à payer	74 559	210 436
Crédits d'impôt à recevoir comptabilisés en réduction des frais d'E&E	47 469	133 090
Exercice d'options imputé au capital social	-	54 500
Intérêts reçus	55 245	62 382

16. Événement postérieur à la date du bilan

a) Casault et Jouvex

Le 10 octobre 2014, la Société a signé une entente avec SOQUEM INC. (« SOQUEM ») par laquelle SOQUEM a l'option d'acquérir un intérêt indivis de 50 % dans la propriété Casault et Jouvex, et visant la création d'une coentreprise au moment de l'exercice de cette option, sous réserve des conditions suivantes :

	<u>Travaux</u>
	\$
Le ou avant le 10 octobre 2015 (engagement ferme)	1 000 000
Le ou avant le 10 octobre 2016	1 000 000
Le ou avant le 10 octobre 2017	1 000 000
Le ou avant le 10 octobre 2018	1 500 000
	<u>4 500 000</u>

La Société sera le gérant des travaux durant la période d'option.

b) Placement privé

Le 3 décembre 2014, la Société a complété un placement privé par l'émission de 1 100 430 unités à 0,70 \$ par unité et de 1 036 683 actions accréditatives à 0,85 \$ chacune, pour un produit brut total de 1 651 481 \$. Chaque unité est composée d'une action ordinaire et d'un demi-bon de souscription. Chaque bon de souscription entier permet d'acquérir une action à 0,95 \$ chacune jusqu'au 2 décembre 2016.